



UNITED NATIONS OFFICE FOR WEST AFRICA

UNOWA

BUREAU DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Présentation au Conseil de sécurité du 15^{ème} rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) par le RSSG Mohamed Ibn Chambas
New York, 7 juillet 2015

M. le Président,

Distingués Membres du Conseil,

1. Je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour vous informer de la situation en Afrique de l'Ouest et de l'exécution du mandat du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Au-delà du 15^{ème} rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), qui vous a été communiqué, je voudrais insister sur quelques points et vous faire le point au sujet des événements les plus récents.

2. Le contexte général en Afrique de l'ouest aujourd'hui, est caractérisé, premièrement, par des préoccupations constantes quant à la situation sécuritaire dans la région du Bassin du Lac Tchad et l'impact humanitaire qui en est le corollaire, malgré les progrès réalisés par les pays affectés dans la lutte contre Boko Haram ; deuxièmement, les risques constants d'instabilité dans les Etats ouest-africains, en prélude à des élections présidentielles qui se tiendront au cours de cette année, dans la foulée du succès retentissant du processus électoral au Nigeria ; enfin, le crime organisé transfrontalier et la Maladie à Virus Ebola suscitent encore de vives inquiétudes, malgré la persistance des efforts nationaux, régionaux et internationaux pour juguler ces menaces. Ce sont ces aspects qui continueront à guider notre diplomatie préventive et nos actions de bons offices dans les mois à venir.

M. le Président,

3. Depuis le mois de mai, l'insurrection de Boko Haram a accru les attaques et violences dans la zone du Bassin du Lac Tchad, ciblant principalement les populations civiles, provoquant une nouvelle détérioration des situations sécuritaire et humanitaire. Même si les structures et capacités conventionnelles de Boko Haram ont été détruites, le groupe terroriste continue de perpétrer de violentes attaques et atrocités au Nigeria, au Niger et au Tchad, comme illustré ces dernières semaines. Ceci souligne la nécessité d'une vigilance continue et d'une action régionale coordonnée. A cet égard, la solidarité sans précédent démontrée par les opérations militaires conjointes menées par le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Cameroun contre Boko Haram depuis janvier, avec l'appui des partenaires internationaux, est à saluer.

4. Immédiatement après son investiture, le Président Buhari a visité le Niger et le Tchad, les 3 et 4 juin, pour initier des consultations de haut-niveau et galvaniser le soutien dans la lutte contre Boko Haram. Le 11 juin, un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad et du Bénin a eu lieu à Abuja, où des décisions de grande portée ont été prises, afin d'accélérer l'opérationnalisation effective de la Force Multinationale Mixte (MNJTF). Pour permettre une continuité dans l'effort de guerre, il est nécessaire que tous les partenaires accordent davantage de soutien. A plus long terme, trouver des solutions aux causes profondes de l'insurrection constitue une condition à une stabilité durable. Une stratégie post-conflit coordonnée est requise pour aider à restaurer les conditions de vie normales et organiser le retour des personnes réfugiées et déplacées en raison du conflit.

5. Bien que l'insécurité liée à Boko Haram a entravé l'évaluation sur le terrain dans les zones nord, j'ai le plaisir de vous informer que dans le cadre de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CNMC), que je préside au nom des Nations Unies, les deux pays n'ont pas relâché leur détermination de finaliser la démarcation de leur frontière terrestre commune. Au moment où la CNMC se prépare activement à lancer des projets de mesures de confiance en faveur des populations du Cameroun et du Nigeria durement affectées par la démarcation, je voudrais préciser que l'équipe de soutien des Nations Unies a déjà développé une stratégie de fin de mandat qui établit des délais et projections spécifiques pour achever le travail de la Commission et transférer les responsabilités relatives aux activités résiduelles et au suivi à une commission bilatérale exclusivement composée des deux pays.

6. En Guinée, le dialogue politique inter-guinéen a été lancé le 19 juin, avec les partenaires internationaux et notamment les Nations Unies qui siègent en qualité d'observateurs. Toutefois, le Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et moi avons par la suite assumé un rôle de facilitation informelle à la demande des facilitateurs du Gouvernement et des Parties. Il convient de noter que la question litigieuse du calendrier des élections a été résolue, et l'élection présidentielle se tiendra avant les élections communales/locales. Des éléments litigieux de longue date qui divisaient le Gouvernement et l'opposition sont maintenant examinés, notamment le renforcement des capacités de la CENI, une liste électorale crédible et le suivi ainsi que l'évaluation des préparations aux élections présidentielles, avec le soutien des Nations Unies, de la CEDEAO, de l'OIF et des partenaires bi et multilatéraux.

7. Un défi majeur qui reste à relever est le besoin financier et le manque d'expertise qu'il faut combler pour permettre que processus électoral en Guinée soit effectif. Il est essentiel d'agir maintenant, vu que nous ne sommes qu'à quatre mois des élections présidentielles. Certains partenaires ont pris des engagements, il est donc primordial que ces promesses soient mises à disposition rapidement.

8. Concernant le Burkina Faso, le Groupe international pour le soutien et l'assistance à la transition au Burkina Faso (GISAT-BF) s'est réuni le 12 juin 2015, en marge du 25^{ème} sommet des Chefs d'Etat et gouvernement de l'Union Africaine à Johannesburg. Le groupe a relevé des progrès dans la préparation des élections, notamment avec la révision complète de la liste électorale. Cependant, il existe des inquiétudes liées à ce qui émerge comme un fragile équilibre de la transition, et en particulier, les tensions sous-jacentes entre le Premier Ministre Isaac Zida et le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). Nos inquiétudes se sont accrues après le récent incident du 29 juin lorsque les éléments du RSP auraient tenté d'arrêter le Premier Ministre Isaac Zida à son retour d'un séjour à l'étranger. Plusieurs coups de feu ont été entendus dans le camp du Régiment ce soir-là. Je devrais, néanmoins mentionner les efforts remarquables du Président Michel Kafando pour apaiser la situation et maintenir la transition sur la bonne voie, en vue de l'élection présidentielle du 10 octobre. Je prévois, aussi, d'effectuer une visite à Ouagadougou dès mon retour dans la région, conjointement avec le Président de la Commission de la CEDEAO et le Commissaire pour la Paix et la Sécurité de l'Union Africaine, en nos qualités de co-présidents du Groupe International de soutien et d'assistant à la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF).

M. le Président,

9. Avant de conclure, laissez-moi attirer votre attention sur les défis persistants posés par la maladie à virus Ebola dans la région. Le 24 juin, UNOWA a facilité une conférence téléphonique entre le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano et les Missions de paix de la région, au cours de laquelle des difficultés rencontrées au niveau des zones frontalières ont été soulevées. Par exemple, aucun des mécanismes de sécurité et de renforcement de la confiance n'est fonctionnel. En outre, les restrictions dues à Ebola continuent à affecter les moyens de subsistance locaux. Malgré les progrès significatifs dans la lutte contre Ebola, la Guinée et la Sierra Leone n'ont pas encore atteint les situations de « Zéro cas ». Le plus inquiétant est le cas du Liberia qui, après avoir déclaré une situation de « Zéro cas » le 9 mai, a enregistré trois nouveaux cas ; le dernier a été confirmé le 28 juin. Il y a

eu des exemples remarquables de solidarité entre pays voisins face à la crise Ebola. Avec l'épidémie qui est toujours active, et un contexte politique fragile, notamment en Guinée, les ressources en place depuis 2014, y compris UNMEER, demeurent essentielles, pour atteindre l'objectif de « zéro cas » d'Ebola.

M. le Président,

Distingués Membres du Conseil,

Je vous remercie de votre attention.

Bureau de la Communication et de l'Information Publique

Kouider Zerrouk, Chef de bureau – (+221) 33-869-8560 / 77- 3324928 – zerrouk@un.org

Vicky Delore Ndjeuga, Chargé de communication – (+221) 33-869-8544 / 77- 3339414 – ndjeuga@un.org

Angelita Mendy Diop, Chargée de l'Information Publique – (+221) 33-869-8547 / 77-450-6181 – mendya@un.org